

Jean-Baptiste André Godin à Auguste Vavasseeur, 4 octobre 1879

Auteur·e : Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888)

Les folios

En passant la souris sur une vignette, le titre de l'image apparaît.

4 Fichier(s)

Informations sur le document source

Cote FG 15 (20)

Collation 4 p. (225r, 226r, 227v, 228r)

Nature du document Copie à la presse d'un manuscrit

Lieu de conservation Bibliothèque centrale du Conservatoire national des arts et métiers, Paris

Citer cette page

Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888), Jean-Baptiste André Godin à Auguste Vavasseeur, 4 octobre 1879, Équipe du projet FamiliLettres (Famillistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle) consulté le 14/01/2026 sur la plate-forme EMAN :

<https://eman-archives.org/Famililettres/items/show/49981>

Copier

Informations sur l'édition numérique

Éditeur Équipe du projet FamiliLettres (Famillistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle)

Droits Famillistère de Guise et Bibliothèque centrale du CNAM ; projet EMAN (Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne nouvelle). Licence Creative Commons Attribution - Partage à l'Identique 3.0 (CC BY-SA 3.0 FR).

Présentation

Auteur·e [Godin, Jean-Baptiste André \(1817-1888\)](#)

Date de rédaction [4 octobre 1879](#)

Lieu de rédaction Guise (Aisne) - Famillistère

Destinataire [Vavasseur, Auguste \(1823-1905\)](#)
Lieu de destination 10, rue du Caire, Paris
Scripteur / Scriptrice [Moret, Marie \(1840-1908\)](#)

Description

Résumé Sur les statuts de l'association du Familistère. Godin soulève la question de la succession des pouvoirs au sein de l'Association coopérative du capital et du travail. Sur la possibilité de transformation de la société en commandite simple en société anonyme. Sur les droits des héritiers de Godin : Godin pense qu'un testament sera plus efficace que des dispositions statutaires. Il fait des observations sur plusieurs articles des statuts rédigés par Vavasseur. Sur les dispositions transitoires.

Mots-clés

[Familistère, Procédure \(droit\)](#)

Personnes citées [Société du Familistère de Guise - Association coopérative du capital et du travail](#)

Notice créée par [Pauline Péliissier](#) Notice créée le 21/11/2023 Dernière modification le 06/02/2024

Lyon le 20 octobre 1877

225

Monsieur,

Je vous adresse, comme vous me le demandiez, une épreuve imprimée de mes statuts. La question principale qui me laisse toujours à désirer est celle de la succession des pouvoirs. J'ai cru devoir quant à présent écarter le chapitre que vous m'avez proposé (et dont je vous envoie ci-joint une copie) sur la transformation de la ^{1re} en ^{2de} assemblée. Je ne vois pas bien que la ^{2de} assemblée, telle que nos lois la régissent aujourd'hui, soit meilleure pour l'avenir que la communauté simple constituée aux statuts.

Cette faculté de transformation laissée à la ^{1re} après ma mort me paraît avoir le grave inconvénient de permettre de remettre tout en question. Il n'en est pas ainsi, à mon sens, de la nomination d'un nouveau gérant après mon décès, dans les conditions où elle est prévue aux statuts (art. 4^{er} à 7^{er}.)

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de ma haute et dévouée estime.

J'ai donc cru devoir laisser l'expérience
prononcer sur les statuts actuels, avant d'y
introduire la faculté de transformation de la S^{te}.

— Quant à la question des droits de mes héritiers
je suis porté à penser qu'un acte extra-statutaire
sous forme de testament, sera plus efficace que les
dispositions que je pourrais insérer dans les statuts
mêmes. Je serais néanmoins heureux de recevoir
votre avis sur ce point.

— J'appelle toute votre attention sur l'art.
73 consacré à l'Administrateur-Gérant. L'
6^e alinéa contient la question de signature pour
procuration. Est-elle résolue convenablement
ainsi ? Il semble que cela est en accord avec
les décisions de la jurisprudence.

— Ce même article, avant-dernier alinéa,
vous indique qu'une division a été faite dans
les attributions de l'Assemblée Générale et des
Conseils et qu'une part de leurs avis serait
obligatoire pour le Gérant.

— Je vous signale aussi tout particulièrement
les articles 76 et 77 qui consacrent le
mécanisme de la nomination des Gérants.
appelés à me succéder.

— Notre observation sur l'art. 85 : "Dernier
avis, c'est pour l'avis du nombre de voix

dans le conseil de gérance n'avait été faite que parce que nous avions perdu de vue que les chefs de fraction faisant de droit partie de ce conseil, ils seraient par la force des choses des membres associés.

Je ne pense pas que la législation sur les sociétés de secours mutuels puisse atteindre les caisses institutées articles 118 à 120, caisses dont les règlements spéciaux seront annexés aux statuts. Veuillez toutefois me donner votre avis sur ce point.

Nous nous fait erreur en pensant que les certificats d'épargne ne sont pas remboursables et le sont après les titres d'apprentis jusqu'à concurrence de l'amortissement prévu par l'art. 191.

Les dispositions transitoires sont encore une chose dont je n'ai pas suffisamment la pratique pour savoir si cela ne doit pas faire l'objet d'un acte séparé ou constituer le dernier chapitre des statuts. Dans ce dernier cas y aurait-il intérêt à imprimer les noms des signataires, ce qui me paraîtrait un peu gênant en raison du nombre et surtout à cause des modifications qui,

inévitablement, se produiront dans la qualité
des membres de l'Association dont les uns en
participants deviendront sociétaires, et les autres
de sociétaires, associés.

Faudrait-il donc ne faire signer que
des associés et n'introduire les noms que
dans l'acte déposé chez le notaire ?

Veuillez me donner tout éclaircis-
sement sur ce point.

— Vous vous êtes préoccupé de savoir
j'allais avoir des membres associés réunis-
sant les conditions statutaires. Il n'y a
pour moi aucune difficulté sous ce rap-
port, puisque j'ai la faculté de leur
conférer toutes les qualités voulues.

Agitez-y avec moi, Monsieur,
l'assurance de mes meilleurs senti-
ments.

Paulin